

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat

Flux et création nette d'emplois salariés



Au 30 septembre 2014, il y avait 378 968 salariés au Luxembourg contre 369 832 fin septembre 2013¹. Entre ces deux dates, il y a eu 120 255 recrutements et 111 119 fins de contrat (dont 5 177 départs à la retraite). Le solde net entre ces recrutements et ces fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 9 136 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 9 136 unités sur la période étudiée, soit une progression de 2,5%.

Le poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

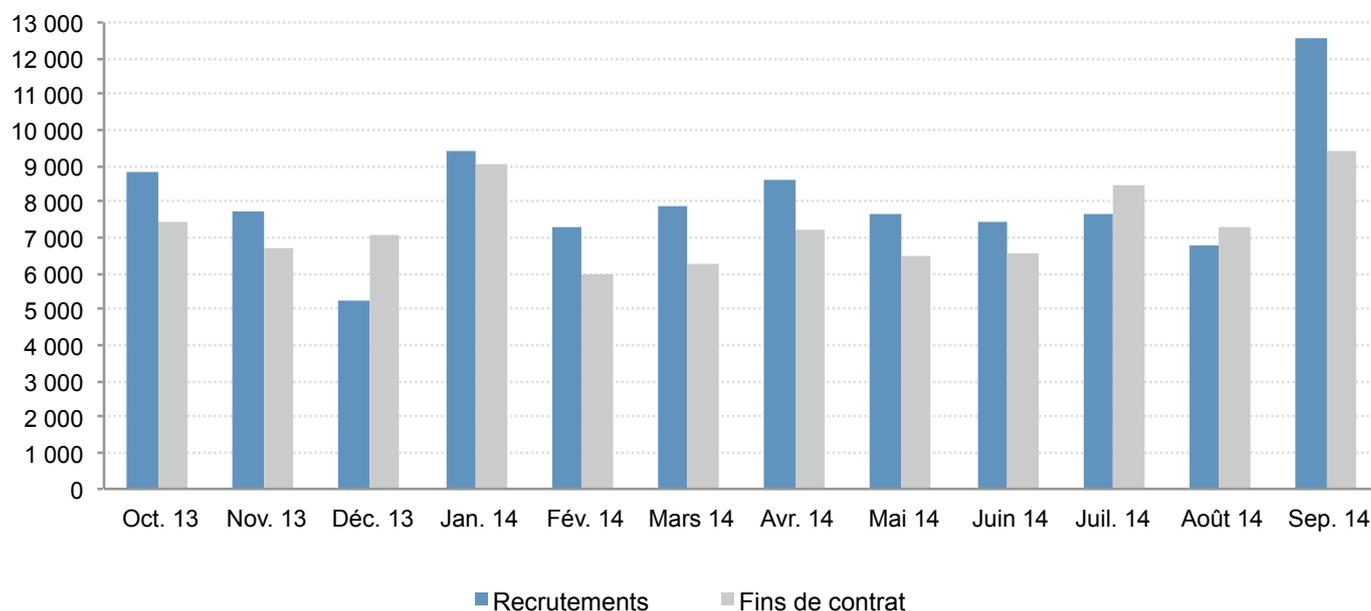
	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3) = (1) - (2)
Salariés hors intérimaires	97 104	88 194	8 910
Salariés intérimaires	23 151	22 925	226
Total	120 255	111 119	9 136

Le travail intérimaire représente environ 1/5^{ème} des mouvements observés sur le marché. Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 19% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 81% concernent des emplois salariés non intérimaires. Pour les fins de contrat, 21% correspondent à des emplois salariés intérimaires et 79% à des emplois salariés non intérimaires. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg, 2% occupent un emploi salarié intérimaire.

¹ Le nombre de salariés indiqué ici ne correspond pas exactement au chiffre officiel de l'emploi salarié publié par le Ministère de la sécurité sociale (http://www.mss.public.lu/publications/tableau_emploi/tdb_septembre13/emploi_septembre13.pdf). La différence s'explique par un changement mineur de méthodologie qui exclut désormais, des chiffres de l'emploi, certains individus considérés jusqu'en novembre 2013 comme des salariés. Bien que ce changement ne soit intervenu qu'en novembre 2013, nous l'avons appliqué rétroactivement de manière à éviter une rupture de série.

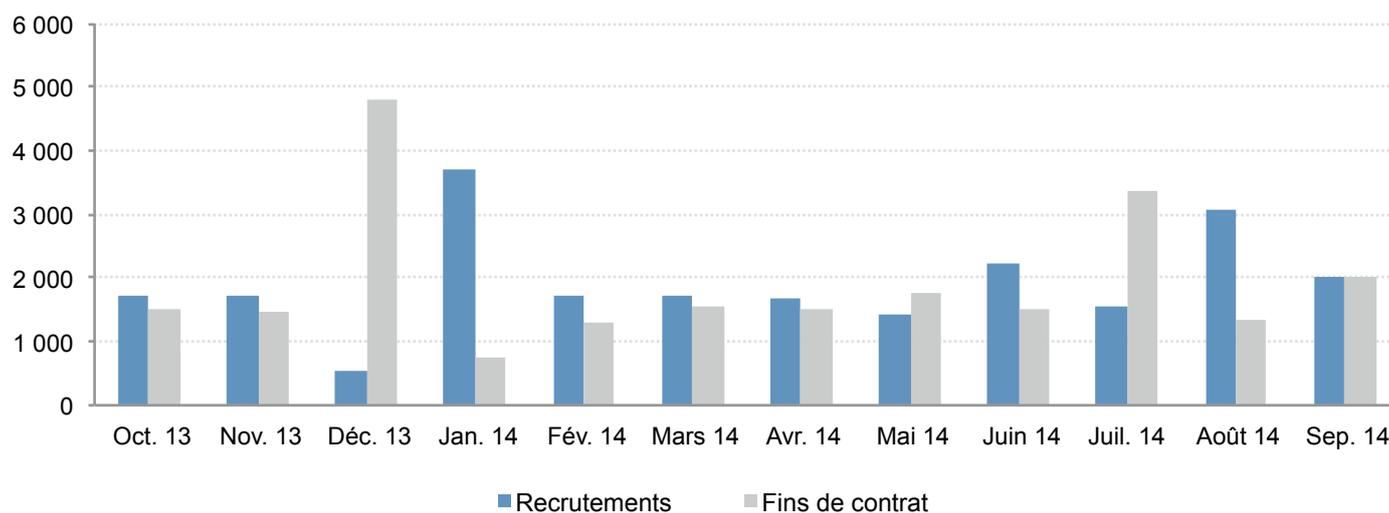
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée²

Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 5 200 et 12 500 ; celui des fins de contrat, entre 6 000 et 9 400.

Salariés intérimaires

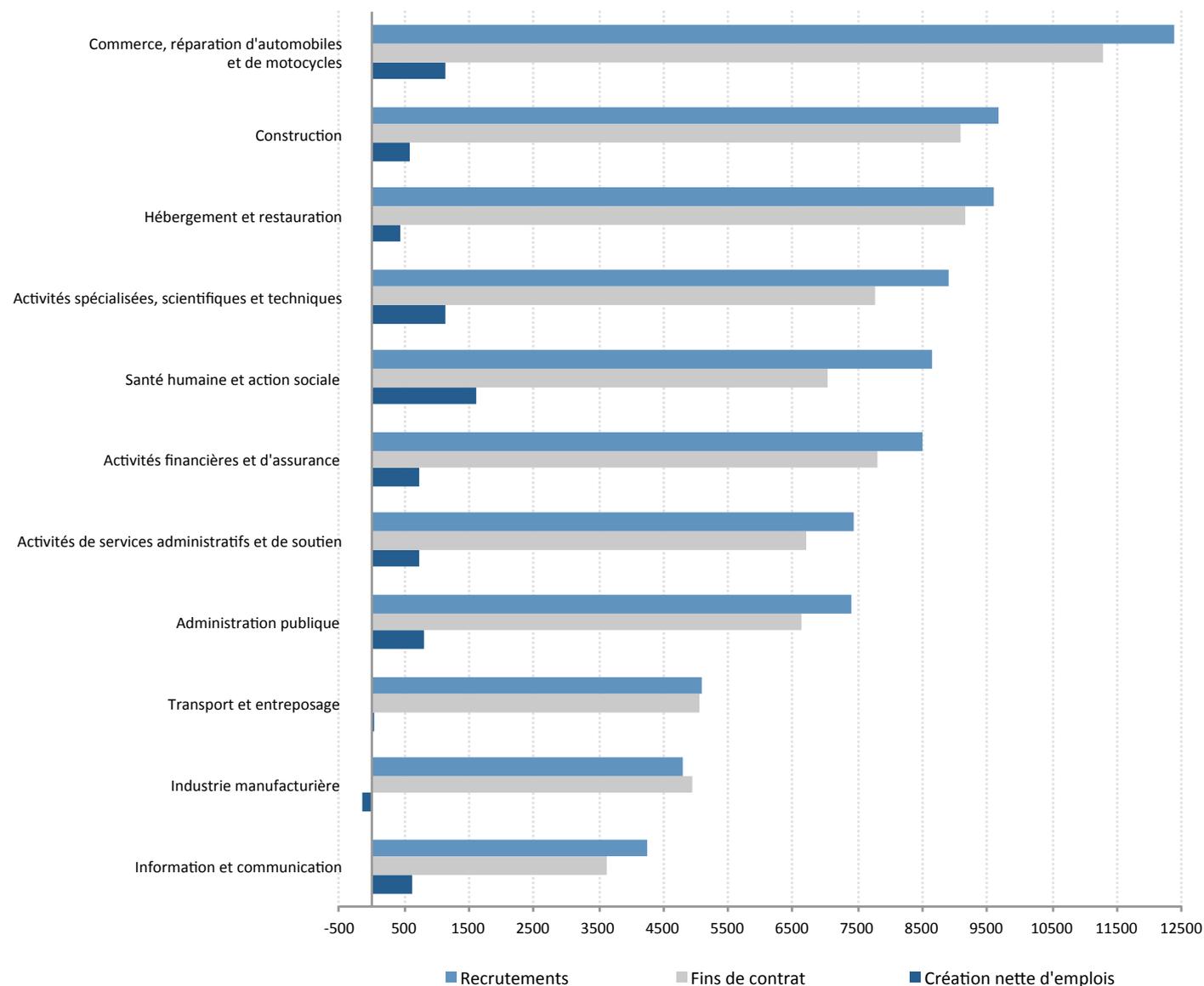


Pour les salariés intérimaires, le nombre de recrutements varie selon les mois de 500 à 3 700 ; celui des fins de contrat entre 800 et 4 800.

² Les chiffres correspondant aux deux graphiques suivants sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée par secteur d'activité³

Salariés non intérimaires



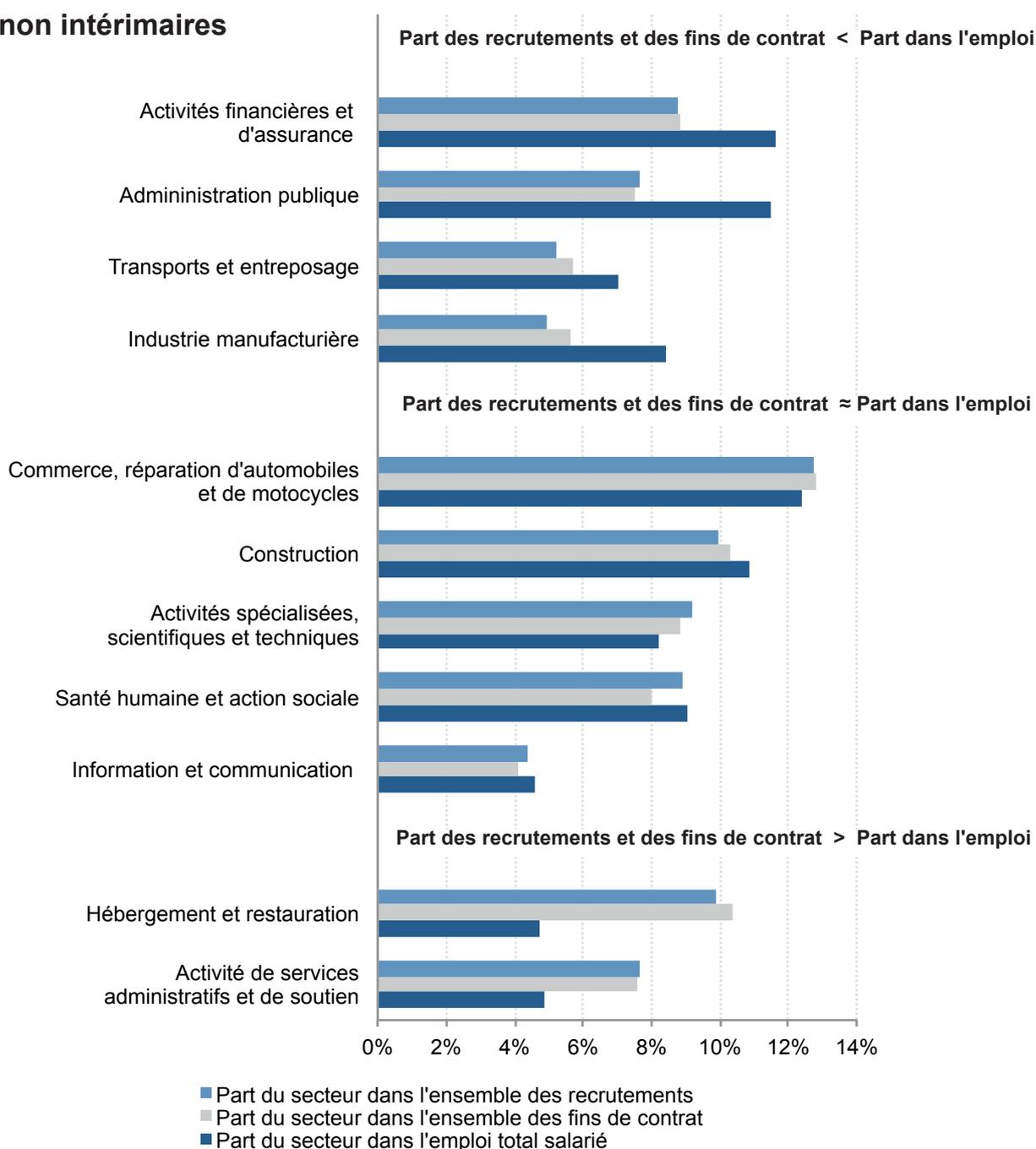
Guide de lecture : Pour le secteur du commerce, le nombre de recrutements dépasse le nombre de fins de contrats. On y observe donc une création nette d'emplois. Ceci n'est pas vrai pour tous les secteurs. On observe une destruction nette dans l'industrie manufacturière (-157) : les recrutements sont moins élevés que les fins de contrats.

Avec respectivement 12 400, 9 700 et 9 600 recrutements, les secteurs du commerce, de la construction ainsi que celui de l'hébergement et de la restauration sont ceux qui ont le plus recruté entre septembre 2013 et septembre 2014. Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

³ Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi

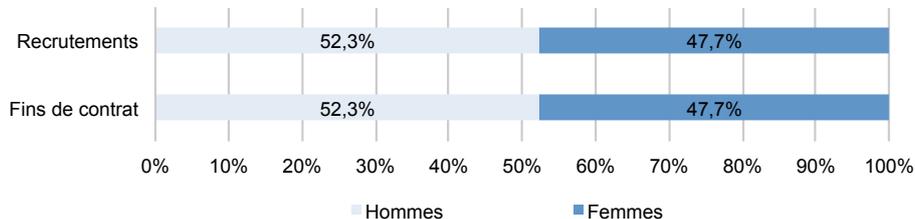
Salariés non intérimaires



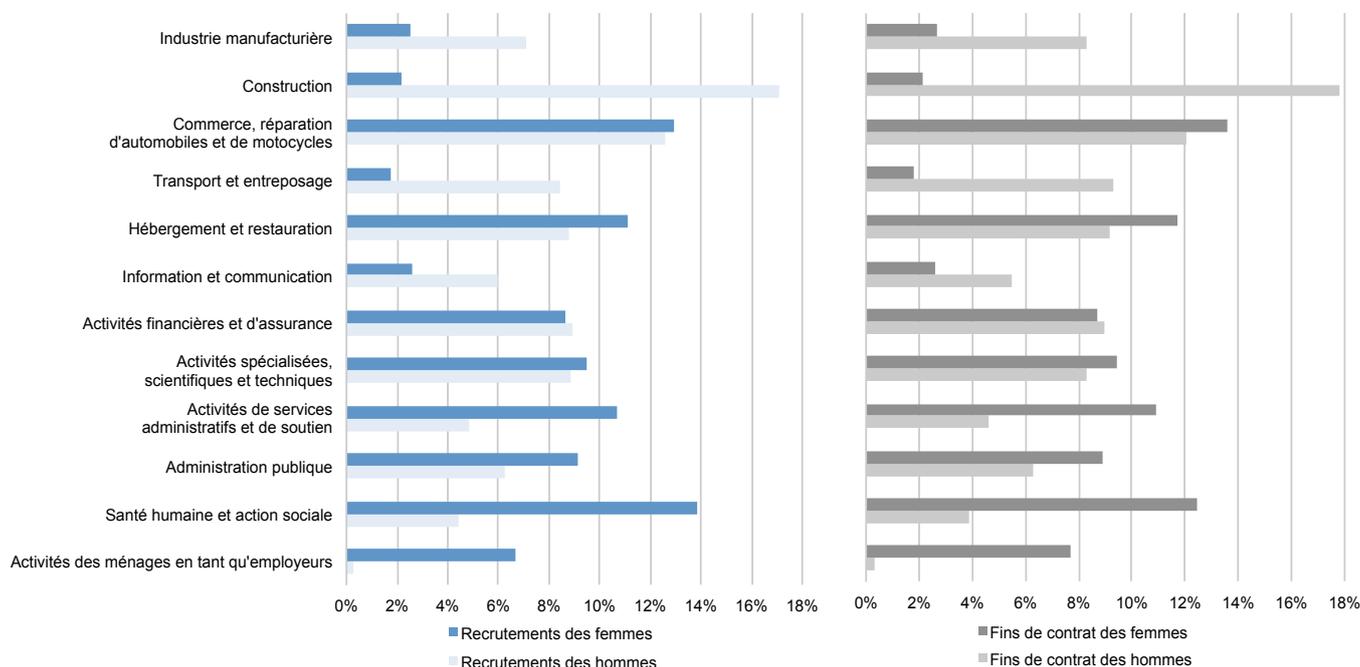
Guide de lecture : La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'oeuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi. Par exemple, alors que le secteur de l'hébergement et restauration (HORECA) ne représente que 4,7% de l'emploi salarié (hors intérimaires), il réalise 9,9% des recrutements hors intérimaires observés entre septembre 2013 et septembre 2014, ce qui témoigne de mouvements de main-d'œuvre importants relativement à la taille du secteur. A contrario, d'autres secteurs (la finance, l'administration publique et les industries manufacturières) représentent une part dans les recrutements plus faible que celle qu'ils représentent dans l'emploi total. La finance, par exemple, qui occupe 11,6% des salariés (hors intérimaires), ne représente que 8,8% des recrutements, ce qui signifie qu'il existe proportionnellement moins de mouvements dans ce secteur que dans l'HORECA. Notons que ces mouvements résultent à la fois de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants mais également du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois. Les autres principaux secteurs (comme le commerce, la santé humaine et l'action sociale, l'information et la communication) occupent en revanche une part de salariés équivalente à celle qu'ils représentent dans les recrutements.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le genre⁴

Salariés non intérimaires



Parmi les 97 104 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre septembre 2013 et septembre 2014, 46 317 ont concerné des femmes (47,7%) tandis que 50 787 ont concerné des hommes (52,3%). Ainsi, tous secteurs confondus, près d'un recrutement sur deux est attribué à une femme. Parmi les 88 194 fins de contrat observées au cours de la même période, 42 038 ont concerné des femmes (47,7%) tandis que 46 156 ont concerné des hommes (52,3%). A l'instar des recrutements, près d'une fin de contrat sur deux concerne une femme.



Le secteur qui recrute le plus de femmes est celui de la santé et de l'action sociale : il représente 13,8% des recrutements féminins (hors intérimaires). En revanche, il ne représente que 4,4% des recrutements masculins. D'autres secteurs ont également un poids différent dans les recrutements des femmes et des hommes : le secteur des activités de services administratifs et de soutien (incluant les entreprises de nettoyage) qui représente 10,7% des recrutements féminins contre 4,9% des recrutements masculins et le secteur de l'HORECA qui représente 11,1% des recrutements féminins contre 8,8% des recrutements masculins. Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas du secteur financier qui représente environ 9% des recrutements féminins et masculins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 231) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Comme le montrent les chiffres du tableau 4 en annexe, le poids de certains secteurs dans les recrutements des femmes ou des hommes n'est pas toujours identique à leur poids dans l'emploi salarié féminin ou masculin. Par exemple, alors que l'HORECA représente 11,1% des recrutements féminins, il ne représente que 6,1% de l'emploi salarié des femmes hors intérimaires. Cette différence s'explique notamment par la rotation importante qui existe dans ce secteur.

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat des femmes et des hommes est très proche de la part qu'il représente dans les recrutements.

⁴ Les chiffres correspondant aux graphiques suivants sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires, par mois

	Oct. 13	Nov. 13	Déc. 13	Jan. 14	Fév. 14	Mars 14	Avr. 14	Mai 14	Juin 14	Juil. 14	août-14	Sep. 14	Total
Non intérimaires	8 850	7 719	5 226	9 409	7 284	7 901	8 636	7 653	7 430	7 632	6 778	12 586	97 104
Intérimaires	1 736	1 730	544	3 688	1 716	1 704	1 689	1 432	2 247	1 549	3 090	2 026	23 151
Total	10 586	9 449	5 770	13 097	9 000	9 605	10 325	9 085	9 677	9 181	9 868	14 612	120 255

Tableau 2 - Nombre de fins de contrats salariés intérimaires et non intérimaires, par mois

	Oct. 13	Nov. 13	Déc. 13	Jan. 14	Fév. 14	Mars 14	Avr. 14	Mai 14	Juin 14	Juil. 14	août-14	Sep. 14	Total
Non intérimaires	7 459	6 696	7 062	9 075	5 991	6 301	7 248	6 522	6 578	8 507	7 326	9 429	88 194
Intérimaires	1 496	1 477	4 790	757	1 293	1 570	1 503	1 750	1 523	3 376	1 360	2 030	22 925
Total	8 955	8 173	11 852	9 832	7 284	7 871	8 751	8 272	8 101	11 883	8 686	11 459	111 119

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (septembre 2013 – septembre 2014)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	(1) Nombre recrutements	(2) Nombre fins de contrat	(3) Part dans l'ensemble des recrutements	(4) Part dans l'ensemble des fins de contrat	(5) = (1)-(2) Création nette d'emplois salariés (CNE)	(6) Contribution du secteur à la CNE	(7) Nombre salariés en 09/2014	(8) Part du secteur dans l'emploi total	(9) = (1)/(7) Nombre recrutements / nombre salariés
Agriculture, sylviculture et pêche	528	476	0,5%	0,5%	52	0,6%	1280	0,3%	41,3%
Industries extractives	21	25	0,0%	0,0%	-4	0,0%	253	0,1%	8,3%
Industrie manufacturière	4797	4954	4,9%	5,6%	-157	-1,8%	31263	8,4%	15,3%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	135	113	0,1%	0,1%	22	0,2%	1334	0,4%	10,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	205	177	0,2%	0,2%	28	0,3%	1546	0,4%	13,3%
Construction	9676	9093	10,0%	10,3%	583	6,5%	40271	10,8%	24,0%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	12393	11273	12,8%	12,8%	1120	12,6%	45993	12,4%	26,9%
Transport et entreposage	5084	5038	5,2%	5,7%	46	0,5%	26186	7,0%	19,4%
Hébergement et restauration	9607	9162	9,9%	10,4%	445	5,0%	17529	4,7%	54,8%
Information et communication	4249	3643	4,4%	4,1%	606	6,8%	17060	4,6%	24,9%
Activités financières et d'assurance	8513	7797	8,8%	8,8%	716	8,0%	43263	11,6%	19,7%
Activités immobilières	951	828	1,0%	0,9%	123	1,4%	2454	0,7%	38,8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8905	7782	9,2%	8,8%	1123	12,6%	30515	8,2%	29,2%
Activités de services administratifs et de soutien	7424	6710	7,6%	7,6%	714	8,0%	18055	4,9%	41,1%
Administration publique	7417	6620	7,6%	7,5%	797	8,9%	42667	11,5%	17,4%
Enseignement	1161	973	1,2%	1,1%	188	2,1%	3818	1,0%	30,4%
Santé humaine et action sociale	8635	7027	8,9%	8,0%	1608	18,0%	33590	9,0%	25,7%
Arts, spectacles et activités récréatives	797	669	0,8%	0,8%	128	1,4%	2015	0,5%	39,6%
Autres activités de services	1768	1687	1,8%	1,9%	81	0,9%	5732	1,5%	30,8%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	3231	3380	3,3%	3,8%	-149	-1,7%	5705	1,5%	56,6%
Activités extra-territoriales	348	328	0,4%	0,4%	20	0,2%	873	0,2%	39,9%
Non-déterminés	1259	439	1,3%	0,5%	820	9,2%	718	0,2%	175,3%
Total	97104	88194	100%	100%	8910	100%	372120	100%	26,1%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (sept. 2013 – sept. 2014)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de femmes dans les recrutements	Nombre de femmes dans les fins de contrat	Structure des recrutements de femmes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de femmes selon le secteur d'activité	Nombre d'hommes dans les recrutements	Nombre d'hommes dans les fins de contrat	Structure des recrutements d'hommes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat d'hommes selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	126	123	0,3%	0,3%	402	353	0,8%	0,8%
Industries extractives	1	3	0,0%	0,0%	20	22	0,0%	0,0%
Industrie manufacturière	1 182	1 121	2,6%	2,7%	3 615	3 833	7,1%	8,3%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35	30	0,1%	0,1%	100	83	0,2%	0,2%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	52	40	0,1%	0,1%	153	137	0,3%	0,3%
Construction	995	883	2,1%	2,1%	8 681	8 210	17,1%	17,8%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 993	5 699	12,9%	13,6%	6 400	5 574	12,6%	12,1%
Transport et entreposage	818	750	1,8%	1,8%	4 266	4 288	8,4%	9,3%
Hébergement et restauration	5 157	4 934	11,1%	11,7%	4 450	4 228	8,8%	9,2%
Information et communication	1 214	1 104	2,6%	2,6%	3 035	2 539	6,0%	5,5%
Activités financières et d'assurance	3 990	3 645	8,6%	8,7%	4 523	4 152	8,9%	9,0%
Activités immobilières	492	426	1,1%	1,0%	459	402	0,9%	0,9%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4 408	3 955	9,5%	9,4%	4 497	3 827	8,9%	8,3%
Activités de services administratifs et de soutien	4 946	4 597	10,7%	10,9%	2 478	2 113	4,9%	4,6%
Administration publique	4 244	3 731	9,2%	8,9%	3 173	2 889	6,2%	6,3%
Enseignement	679	574	1,5%	1,4%	482	399	0,9%	0,9%
Santé humaine et action sociale	6 402	5 238	13,8%	12,5%	2 233	1 789	4,4%	3,9%
Arts, spectacles et activités récréatives	355	316	0,8%	0,8%	442	353	0,9%	0,8%
Autres activités de services	1 357	1 294	2,9%	3,1%	411	393	0,8%	0,9%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	3 102	3 232	6,7%	7,7%	129	148	0,3%	0,3%
Activités extra-territoriales	208	195	0,4%	0,5%	140	133	0,3%	0,3%
Non-déterminés	561	148	1,2%	0,4%	698	291	1,4%	0,6%
Total	46 317	42 038	100,0%	100,0%	50 787	46 156	100%	100%

Tableau 4 - (suite)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de femmes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en septembre 2014	Structure de l'emploi salarié féminin (hors intérimaires) en septembre 2014	Nombre d'hommes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en septembre 2014	Structure de l'emploi salarié masculin (hors intérimaires) en septembre 2014
Agriculture, sylviculture et pêche	259	0,2%	1 021	0,5%
Industries extractives	28	0,0%	225	0,1%
Industrie manufacturière	5 451	3,6%	25 812	11,7%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	185	0,1%	1 149	0,5%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	230	0,2%	1 316	0,6%
Construction	3 402	2,3%	36 869	16,7%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	20 207	13,4%	25 786	11,7%
Transport et entreposage	3 486	2,3%	22 700	10,3%
Hébergement et restauration	9 189	6,1%	8 340	3,8%
Information et communication	4 370	2,9%	12 690	5,7%
Activités financières et d'assurance	19 473	12,9%	23 790	10,8%
Activités immobilières	1 151	0,8%	1 303	0,6%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13 272	8,8%	17 243	7,8%
Activités de services administratifs et de soutien	10 328	6,8%	7 727	3,5%
Administration publique	20 680	13,7%	21 987	9,9%
Enseignement	2 104	1,4%	1 714	0,8%
Santé humaine et action sociale	25 757	17,1%	7 833	3,5%
Arts, spectacles et activités récréatives	848	0,6%	1 167	0,5%
Autres activités de services	4 221	2,8%	1 511	0,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	5 500	3,6%	205	0,1%
Activités extra-territoriales	478	0,3%	395	0,2%
Non-déterminés	303	0,2%	415	0,2%
Total	150 922	100%	221 198	100%

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme un recrutement.

Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme une fin de contrat.

Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat. Seules les occupations principales des personnes sont prises en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation principale est celle qui correspond au salaire le plus élevé.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL)

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Pour accéder à la version PDF : <http://www.mte.public.lu/retel>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse retel@mt.etat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG